

Un cran de plus...

Gel des salaires pour les fonctionnaires... Pour la deuxième année consécutive, la valeur du point d'indice ne bougera pas d'un iota. La dette publique a bon dos. Rien n'oblige les gouvernements à imposer l'austérité. Complices, les agences de notation soufflent le chaud et le froid, cherchent à tenir les Etats, mettent en péril les solidarités, les services publics ! Les fonctionnaires, comme le reste de la population, sont touchés par les hausses des prix (carburants, prochainement de l'électricité...), par l'envolée du coût du logement. Le recul de leur pouvoir d'achat, marqué par cette deuxième année de disette et l'augmentation des cotisations retraites (+0,27 % par an à compter de 2011), subit une nette accélération aux conséquences néfastes, tant pour la population que pour l'économie.

Dans le même temps, il ne se passe pas une semaine sans que la liste des déçus/promus des EX (equipex, labex, idex, IHU...) n'occupe le devant de la scène médiatique. Cet affichage ne trompe que ceux qui veulent encore y croire... En demandant la dévolution du patrimoine, le Président de l'université d'Auvergne, encore dans l'attente d'hypothétiques subsides du « plan campus », prend-il la peine de préciser que les fonds annoncés ne pèsent rien devant les coûts induits (fonctionnement, salaires...) qui incomberont à son établissement ? D'autre part, les loyers que l'établissement aura à verser aux partenaires privés des futurs PPP -véritables rentes pour les majors du BTP-engloutiront des deniers publics détournés des missions d'enseignement et de recherche. A qui demandera-t-on encore de se serrer la ceinture ?!

«Pourquoi ne pas décider d'offrir partout un minimum de 400 heures de cours par an en licence ?» suggérait, il y a peu Valérie Péresse. Pourtant, dans le document de « Synthèse de l'enquête sur le fonctionnement de la licence » transmis au comité de suivi licence, aucun des 69 établissements répondant (83%) ne déclare de volumes horaires inférieurs à 400h en moyenne par an... Elément notable, alors que dans des établissements scientifiques, une licence lettres/SHS dispose en moyenne de plus de 1400h pour l'ensemble du cycle, une des universités lettre/SHS n'est en capacité de fournir que 1200h pour une licence scientifique ! Au-delà de la pénurie endémique, et plus particulièrement des filières lettres /SHS, les écarts entre licences d'un même domaine sont flagrants : plus de 600h sur trois ans (Droit éco gestion et lettres SHS) et près de 1000h en STS/STAPS ! Ils font la démonstration des inégalités territoriales, générées par l'absence de toute régulation nationale prenant en compte les besoins des formations et de la garantie qu'elles en disposent réellement.

La communauté universitaire n'est pas dupe ! Alors que nombre de collègues tentent de rattraper le temps gâché dans les monceaux de bureaucratie imposés par la loi LRU, les RCE, les projets ANR, les iniques appels à projet liés au Grand emprunt... on ne peut continuer de tromper l'opinion sur la réalité des conditions de travail dans l'enseignement supérieur et la recherche. Le SNESUP appelle à résister, préparer ensemble les mobilisations nécessaires pour imposer un autre horizon pour l'ESR, pour l'emploi, les salaires, nos statuts...

**Le 1^{er} Mai, dans le prolongement des mobilisations historiques
pour défendre les retraites,
Tous dans les rues !**

Le 1er mai 2011, Solidarité internationale et progrès social : communiqué commun CFTD - CGT - FSU - Solidaires - UNSA : <http://www.fsu.fr/Le-1er-mai-2011-Solidarite>

Voir sur le site du SNESUP :

Écouter le comité de suivi licence ! : <http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=5708&ptid=5&cid=240>

Rapport Jolion une partie de nos analyses validées, rien sur la rentrée 2011 ! : <http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=5709&ptid=5&cid=240>

ENS : Évacuation des locaux, nouvelle démonstration d'autoritarisme... : <http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=5710&ptid=5&cid=240>